



CONFINTEA
HAMBURG
1997

3a L'alphabétisation dans le monde

L'alphabétisation dans le monde
et ses grandes régions

Thème 3

Garantir le droit universel à l'alphabétisation et à l'éducation de base

Fascicules sur ce thème :

- a L'alphabétisation dans le monde et ses grandes régions
- b Alphabétisation et stratégies éducatives
- c Alphabétisation, éducation et développement social
- d Recherche, évaluation et statistiques sur l'alphabétisation
- e Alphabétisation dans les contextes multilingues et interculturels
- f Alphabétisation et technologie
- g Une alphabétisation pour demain

L'alphabétisation dans le monde et ses grandes régions

Introduction

L'alphabétisation pour tous les adultes concernés doit être proclamée priorité urgente. Dans tous les pays, du nord comme du sud, tous les adultes doivent bénéficier d'un accès permanent et élargi au savoir, qu'ils s'efforcent d'acquérir les bases de l'alphabétisation ou qu'ils tentent de suivre la véritable explosion de l'information qui a lieu dans tous les domaines. En outre, la satisfaction des besoins éducatifs fondamentaux des adultes est un élément essentiel pour réduire la pauvreté dans le monde.

Par ailleurs, la culture de la tradition et l'effet uniformisant de la mondialisation suscitent des tensions croissantes, il est donc essentiel de concevoir des programmes d'alphabétisation des adultes qui réagissent à certains effets antagonistes en puissance. Les apprenants peuvent ainsi prendre conscience de ce qui se passe dans le monde, provoquer des changements et prendre leur vie en main. Devant l'apparition du "village planétaire", il est impératif d'admettre la diversité culturelle des peuples et le pluralisme des sociétés. L'alphabétisation est un instrument capital d'équité et une clé pour maintenir la paix et la stabilité sur la planète.

Ces réflexions étaient l'objet des débats de l'atelier intitulé "L'alphabétisation dans le monde et ses grandes régions" organisé lors de la cinquième Conférence internationale sur l'éducation des adultes (CONFINTEA V), tenue à Hambourg en juillet 1997. La première partie, qui avait pour titre "L'alphabétisation dans le nouvel environnement et dans la société en évolution", contenait une récapitulation des pratiques actuelles de l'alphabétisation des adultes, ainsi qu'une analyse des

expériences accomplies et des nouvelles orientations. L'exposé introductif de Victor Ordoñez (UNESCO/PROAP) a été suivi de courtes présentations sur la situation dans certaines régions en développement, effectuées par Joice Kibhati (Kenya), Maria Lourdes Khan (ASPBAE), Jules Didacus (Sainte-Lucie), Hacim El Safi (Soudan), Aicha Belarbi (Maroc), et Ana del Toro (INEA, Mexique).

La seconde partie était centrée sur l'Afrique, où la décentralisation a engendré de nouvelles formes d'autonomie et d'autonomisation pour les institutions civiles, mais qui comporte aussi des enjeux majeurs pour l'éducation des adultes, dont le principal est le rôle de cette dernière dans la décentralisation et le développement par la base. Cette séance était présidée par Peter Easton du Programme d'appui au développement local au Sahel (PADLOS, université fédérale de Floride, USA) et par J.M. Ahlin et Byll Cataria de la coopération suisse au développement. Le groupe d'experts se constituait de Dana Fischer du Club du Sahel/OCDE, Moustapha Yacouba du Projet d'appui au développement local au Sahel (PADLOS, Comité inter-état de lutte contre la sécheresse au Sahel, Tchad), Coumba Boly de l'Institut panafricain pour le développement (Afrique de l'ouest/Sahel – IPDAOS), et Laouali Malam Moussa de l'INDRAP, Niger.

Cet atelier s'est penché essentiellement sur le monde en développement. Le problème complexe des niveaux insuffisants de compétences de base dans les pays industrialisés a été l'objet d'un autre séminaire, "L'alphabétisation et les compétences de base pour le développement communautaire dans les pays industrialisés", qui consistait en présentations vidéo axées sur les problèmes sociaux, linguistiques et ethniques d'apprenants adultes et de jeunes adultes de Slovénie, de France, du Canada et de la République Tchèque. Ce matériel vidéo est disponible sur demande auprès de la bibliothèque de l'IUE.

Les politiques nationales sur l'alphabétisation et l'éducation des adultes ont incontestablement bénéficié des débats qui ont eu lieu sur ce thème lors de nombreuses conférences internationales. A la suite de CONFINTEA V, nous nourrissons l'espoir qu'au cours du prochain millénaire, notre planète deviendra un monde lettré pour tous les adultes.

Reconceptualiser l'alphabétisation

L'alphabétisation ne peut plus être limitée exclusivement aux compétences de lecture, d'écriture et de calcul, et elle ne peut non plus être envisagée comme une fin en soi. Les adultes doivent pouvoir s'adapter activement et continuellement au développement de la science et de la technologie, de même qu'aux pressions dues à l'intégration sociale, la participation et la démocratisation. Notre civilisation devient de plus en plus visuelle, et la faculté d'interpréter les images est aussi importante que de comprendre les mots. C'est pourquoi l'alphabétisation doit être envisagée comme un instrument d'apprentissage tout au long de la vie.

Les résultats scientifiques des dernières années ont fortement contribué à repenser le concept de l'alphabétisation. Ils établissent ce qui suit :

- **L'alphabétisation est un facteur positif dans la construction des capacités humaines**, un facteur habilitant qui libère les aptitudes de l'individu, au lieu d'être considérée comme une mesure qui apporte à l'individu quelque chose dont il est privé. Elle est le moteur principal du développement humain, et son impact doit à cet égard être considéré en termes de bénéfices pour la communauté et pour l'individu, au lieu d'être plus ou moins limité à la question si un individu sait lire, écrire et signer son nom. L'alphabétisation élargit notre champ d'action tout en multipliant nos devoirs et nos responsabilités.
- Au moment où l'humanité aborde un nouveau siècle, elle doit disposer d'un plus grand nombre de compétences, ce qui redouble **la demande d'alphabétisation**, qu'il s'agisse d'alphabétisation fonctionnelle, d'initiation à l'informatique ou d'initiation à la vie civique.
- La nette distinction entre analphabète et lettré doit être supprimée par **la reconnaissance de la valeur inhérente à tout individu**, qu'il sache lire ou non.

Les nouvelles technologies de l'information créent immanquablement une frontière entre celles et ceux qui y ont accès et celles et ceux qui restent en dehors. Le véritable enjeu pour les praticiens de l'alphabétisation et les responsables politiques est de veiller à contrecarrer cette évolution et à atteindre les exclus de ce système.

Un nouveau concept de l'alphabétisation est aujourd'hui en gestation. Dans l'empressement à répondre aux exigences du XXI^e siècle, il est important de garder en mémoire trois principes élémentaires :

- 1 Le développement humain doit être le fondement de tout développement économique et social et de tout développement durable. Ce dernier concept est particulièrement important à l'égard du fait que nous devons transmettre notre planète aux générations futures.
- 2 La paix ne pourra être instaurée que par la solidarité intellectuelle et morale de l'humanité, et par une conception de l'éducation qui en fait le fondement de la paix, de la liberté et de la démocratie.
- 3 L'alphabétisation est un moyen d'autonomisation.

Les problèmes que rencontre l'alphabétisation proviennent non seulement de la structure organisationnelle, du matériel d'enseignement, des langues, des thèmes, de l'enseignement et de la formation des facilitateurs, mais dans une plus large mesure de la façon dont est conceptualisée l'alphabétisation.

Analphabétisme et alphabétisation des adultes

Malgré l'augmentation de la population mondiale, de sérieux progrès ont été réalisés quant au nombre d'adultes alphabétisés, même si des différences considérables demeurent entre pays industrialisés et en développement.

Cette progression du nombre total de femmes et d'hommes lettrés dans le monde se maintiendra, selon les anticipations dans l'avenir prévisible. Néanmoins, le nombre d'adultes n'ayant pas accès à une formation de base organisée stagne autour de 885 millions depuis 1980, la proportion des femmes étant toujours supérieure à celle des hommes.

La Conférence de Jomtien sur l'éducation pour tous et la Conférence mondiale de Pékin ont toutes deux souligné l'importance de donner une priorité majeure à l'éducation des filles. En dépit de l'existence probable d'un consensus sur l'éducation des filles au niveau des politiques natio-

nales, au niveau local, dans les villages du monde entier, les filles ne sont toujours pas scolarisées en règle générale, ce qui conduit dans certains pays à un fossé entre les sexes de l'ordre de 20 pour cent de femmes lettrées contre 60 pour cent pour les hommes.

Les données sur la répartition de la population adulte par niveau scolaire révèlent également d'importantes différences régionales. L'Afrique subsaharienne et le sud asiatique ont un taux très élevé d'adultes qui soit n'ont bénéficié d'aucune scolarité formelle, soit ont interrompu leur enseignement primaire. Ces personnes forment le premier groupe cible pour l'éducation de base des adultes.

Sur les 200 pays et territoires de la planète, seuls neuf pays, qui se trouvent être également les neuf pays les plus peuplés du monde, regroupent environ 374 millions de personnes non scolarisées. Plus de la moitié des personnes n'ayant pas eu accès à une formation de base vit en Inde et en Chine, et un autre quart dans sept autres nations.

Les statistiques de l'alphabétisation établissent d'autre part les relations entre alphabétisme et d'autres aspects du développement humain et social. Elles révèlent par exemple qu'il existe une forte corrélation entre l'alphabétisation des femmes, le nombre d'enfants et la fertilité féminine. Pour citer les données sur le Brésil, les femmes qui ont abandonné leur scolarité après quatre ans ont en moyenne 6,5 enfants, et celles scolarisées au-delà de quatre ans ont 2,5 enfants en moyenne. Une orientation semblable se confirme dans toutes les régions du monde. Les statistiques signalent d'autres corrélations entre l'alphabétisation et l'espérance de vie ainsi que la mortalité infantile.

Plusieurs pays, tels que la Tanzanie, Cuba, et plus récemment l'Inde, ont mis sur pied des programmes d'alphabétisation. Le Pakistan et le Bangladesh ont également lancé leurs campagnes. Cependant, dans certains pays, ces efforts n'ont apporté qu'une récompense de courte durée. Pour être synonyme de réussite, une campagne d'alphabétisation est tributaire du soutien appuyé de la part du gouvernement pendant toute la durée de l'action, ainsi que de projets de post-alphabétisation et d'un environnement lettré, qui aident les adultes à ne pas retomber dans l'illettrisme.

Alphabétisation en Afrique

Comme dans de nombreuses régions en développement, l'alphabétisme demeure une question majeure en Afrique subsaharienne. Comparée aux autres parties du monde, 54 % de la population de cette région n'ont pas eu accès à une formation de base. On observe cependant des différences considérables d'un pays à l'autre. Alors qu'au Kenya, en Tanzanie, au Zimbabwe, au Botswana et en Afrique du Sud le taux d'alphabétisation est d'environ 70 pour cent, dans d'autres comme l'Ouganda, le Malawi, le Burundi ou le Rwanda, on constate des taux inférieurs à 49 pour cent. Malgré ces chiffres, ce continent montre un grand enthousiasme pour le travail d'alphabétisation et est de plus en plus conscient que l'alphabétisation est décisive dans le cadre des programmes intégrés, pour transmettre des messages du domaine démographique, sanitaire et agricole, ainsi que dans la lutte pour échapper à la pauvreté. Des programmes sont élaborés à cet égard pour protéger les personnes défavorisées des répercussions négatives des programmes d'ajustement structurel.

L'alphabétisation est également importante pour créer dans les foyers un environnement éducatif stimulant pour les enfants. Les femmes s'autonomisent avec plus d'efficacité si elles ont accès à l'alphabétisation et à l'éducation des adultes. Il existe aussi la conviction que l'amélioration de la santé, de la fertilité et de la nutrition des femmes passe par une augmentation des taux d'alphabétisation féminine. Des groupes de pression comme le Forum des formatrices africaines (FAWE) s'engagent pour l'éducation des femmes et des filles, qu'ils considèrent décisive pour la participation féminine à la prise de décision politique. Les associations et organisations diverses jouent aussi un rôle clé dans la mobilisation en faveur de l'apprentissage tout au long de la vie.

En dépit du nombre imposant de programmes d'alphabétisation déployés dans toute cette région, quelques pays comme le Botswana et l'Afrique du Sud font état de taux d'alphabétisation en baisse, et la proportion des femmes lettrées reste très faible (37 pour cent) par rapport aux hommes (63 pour cent). La progression de l'alphabétisme sur ce continent demandera donc encore de nombreux efforts.

Alphabétisation dans les Etats arabes

Les Etats arabes, qui s'étendent de l'Atlantique à l'Asie du golfe Arabo-Persique, ont vu le taux de leur population alphabète monter à 57 pour cent. Pour les hommes, ce taux est passé de 55 pour cent en 1980 à 77 pour cent en 1995, pour les femmes de 29 à 44 pour cent, bien que plusieurs des Etats arabes moins avancés rencontrent encore des difficultés.

La progression de l'alphabétisme dans les Etats arabes peut être imputée à plusieurs facteurs. L'Arabie Saoudite a graduellement généralisé l'enseignement primaire. L'Egypte poursuit une campagne d'alphabétisation continue depuis 1993. La Tunisie a élaboré une nouvelle stratégie pour éliminer l'analphabétisme. Et un programme jordanien a redoublé les efforts dans les régions sensibles, avec l'espoir d'atteindre le taux d'alphabétisation de 92 pour cent d'ici l'an 2000.

On constate également dans ces Etats une progression au niveau de la qualité, en particulier dans la conception de nouveaux programmes d'alphabétisation, qui traitent de thèmes particuliers comme l'environnement, la santé, les problèmes démographiques, la consolidation des valeurs religieuses et de la cohérence familiale, la liberté, la confiance en soi, les principes démocratiques, l'éducation civique, la lutte contre l'extrémisme et l'usage des drogues. Une attention particulière est également portée aux programmes de post-alphabétisation en système formel, informel et ouvert. Les programmes pour adultes contiennent une forte composante culturelle.

La majorité des Etats arabes soutiennent la volonté d'alphabétisation dans le cadre d'une commission ou d'un conseil supérieur, qui est représenté par les ministères et les organismes affiliés, les universités et associations bénévoles comme les organisations de femmes et les associations pour les études des jeunes.

Des démarches sont actuellement en cours pour fonder une union arabe pour l'éducation des adultes, qui sera chargée de coordonner au niveau régional les initiatives universitaires et bénévoles déployées dans ce domaine.

La coopération entre les Etats arabes joue aussi un grand rôle dans le domaine de l'alphabétisation et de l'éducation des adultes. L'unité linguistique, les liens géographiques et la culture commune créent une base solide pour la coopération dans cette région.

Néanmoins, l'alphabétisme demeure un enjeu sérieux pour la région arabophone, dont le nombre d'adultes privés d'accès à une formation de base atteint encore les 65 millions. Et les pays arabes les moins avancés doivent faire face à de nombreuses difficultés.

Amérique latine : de l'alphabétisation à l'éducation de base des adultes

L'Amérique latine offre un contraste en matière d'alphabétisation et d'éducation des adultes. Plus que dans toute autre région du monde, la tendance en Amérique latine évolue vers le concept même de l'alphabétisation, qui implique une éducation de base pour adultes reliée directement au développement économique, politique et social des individus et des communautés. Cette tendance est nette dans certaines régions du Brésil, du Mexique, du Chili, d'Argentine et d'Uruguay. Les programmes cherchent à y satisfaire autant que possible les demandes éducatives de base de celles et ceux qui les utilisent, par exemple : les connaissances et compétences dont un agriculteur a besoin pour participer activement à la communauté rurale ; une initiation à la vie politique pour les citoyens de pays ayant récemment adopté une forme démocratique de gouvernement ; ou diverses méthodes flexibles à l'intention des citoyens âgés qui couvrent une multitude de centres d'intérêt et d'activités. Ces programmes veillent particulièrement à aborder les problèmes d'exclusion et d'inégalité, comme ceux qui touchent les filles et les femmes, les populations rurales et les personnes défavorisées.

Les leçons tirées des grands programmes d'alphabétisation

Nombreux sont les enseignements qui peuvent être tirés des programmes d'alphabétisation à grande échelle. Nous ne mentionnerons ci-dessous que les conditions principales pour ancrer à long terme l'alphabétisme :

- la volonté politique et l'engagement de la société entière, y compris les médias, l'industrie et la société civile ;
- le financement de base et les ressources humaines au moyen de partenariats entre gouvernement, ONG et communautés locales ;

- pour que les individus en comprennent la nécessité, la veuillent véritablement et la réclament, toute campagne ou initiative doit être dirigée par la demande provenant de la communauté elle-même ;
- les programmes doivent être enracinés dans la culture du milieu visé, sensibles à la diversité des apprenants, des processus d'apprentissage et des besoins éducatifs, et conçus pour le plus grand nombre possible de sous-groupes d'individus ;
- un environnement lettré qui permet aux néo-lettrés de persévérer afin de pouvoir tirer profit de l'apprentissage et de l'alphabétisation ;
- aider les individus à analyser les effets antagonistes de la mondialisation, afin qu'ils puissent prendre leur vie en main et devenir actifs ;
- des programmes qui allient l'alphabétisation et la formation à la santé, à l'environnement et aux questions démographiques ;
- méthodes participatives et interactives ;
- le soutien des partenaires, étant donné qu'une seule institution ou un seul gouvernement ne peut assumer la tâche entière ;
- un nouveau cadre conceptuel pour que responsables politiques, concepteurs de programmes et prestataires considèrent leur tâche différemment ;
- construire des ponts entre les disciplines, les groupes de population et les organisations, et entre l'éducation formelle et non formelle ;
- intégrer l'alphabétisation dans la valorisation et le soutien d'autres questions comme la paix, les droits de la personne ou l'autonomisation des femmes.

Alphabétisation, décentralisation et pouvoir local : le rôle des communautés, associations et entreprises locales

Une question importante concernant l'alphabétisation, la décentralisation et le pouvoir local est la suivante : comment les communautés, les associations et les entreprises locales acquièrent ou mobilisent-elles la compétence, la technique et la connaissance nécessaires pour assumer de nouvelles fonctions et de nouveaux pouvoirs, et lancer de nouvelles activités ? L'association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) finance une série d'études sur des sujets tels que l'application pratique de l'enseignement coranique dans les pays africains, l'acqui-

tion par les femmes de compétences de gestion dans des activités génératrices de revenus, ou les pouvoirs de l'apprentissage dans le secteur informel de l'économie urbaine. L'ADEA soutient également le Programme d'appui au développement local au Sahel (PADLOS), dont les travaux cherchent à discerner le mode de mobilisation choisi par les communautés, les compétences nécessaires pour assumer de nouvelles fonctions, et les déductions à en tirer. Ce programme prend toujours pour point de départ le parti de la demande et des aspirations dans l'équation éducative. D'autres organismes comme le Club du Sahel s'engagent par exemple pour la sécurité alimentaire ou la gestion des ressources naturelles, mais constatent au cours de leur propre travail qu'ils ne peuvent poursuivre sans mesures d'éducation et de formation des adultes à l'intention de la population locale. L'éducation et la formation des adultes devient ainsi une composante essentielle de tout projet de développement.

Il est cependant nécessaire de répondre aux questions suivantes avant de concevoir tout programme de formation : à quel niveau se trouvent les nouvelles responsabilités, fonctions et pouvoirs dans les communautés concernées ? Comment les adultes acquièrent-ils leurs compétences pour exercer leurs nouvelles responsabilités ? Quel rôle les divers programmes et systèmes d'éducation et de formation existant dans ces communautés jouent-ils dans le nouveau programme ?

Mali du sud

Au cours des quinze dernières années, de nombreuses communautés villageoises ont repris l'entière responsabilité de la vente de leurs récoltes, grâce à un programme d'éducation des adultes réalisé dans la langue locale. Celui-ci a été suivi de la remise progressive des responsabilités dans la gestion des coopératives. Ce processus a contribué à créer des réserves de capitaux qui ont permis aux membres d'investir dans d'autres activités locales, telles que la collecte de l'eau, l'entreposage du grain ou les services de santé, qui à leur tour ont créé des emplois pour d'autres adultes qui ont eu de ce fait un nouveau besoin éducatif.

Sénégal

Les programmes tels que TOSTAN au Sénégal sont les premiers projets à l'intention des femmes qui incluent l'objectif de renforcer la confiance en soi et l'autonomie d'action. Ils ont été conçus par des ►

► femmes locales ayant reçu une formation à la gestion. Les femmes ainsi confortées et organisées ont lancé un mouvement qui réclame aux autorités locales d'interdire l'excision des filles. Elles ont déjà enregistré un certain succès dans la région sénégalaise de la culture de l'arachide.

Ghana

Des jeunes gens revenus après avoir émigré dans leur village sur la côte sont intervenus pour régler un conflit entre les membres de l'église et les adhérents d'une religion traditionnelle, au sujet de l'assèchement d'un fleuve et d'un lac qui avaient des pouvoirs magiques dans la religion traditionnelle et avaient été blasphémés par les prêtres de la secte fondamentaliste.

Ces quelques exemples montrent comment les habitants locaux, qui ont soit gagné plus d'autonomie pour effectuer des fonctions de développement, soit l'ont conquis eux-mêmes, ont acquis de nouvelles connaissances par suite de cette démarche. Ils décrivent en quoi consiste réellement la reprise, ce que les membres de la communauté font en premier lieu, et comment ils acquièrent les compétences pour le faire.

Ce mouvement en faveur de la responsabilité locale est très répandu et toujours en expansion, mais il est irrégulier du fait qu'il est entravé par un certain nombre de difficultés. En outre, l'information entre les différents programmes de décentralisation est transmise de façon très fragmentaire. Malgré l'échec de certains de ces projets de décentralisation, les expériences heureuses sont celles qui réussissent, d'une manière ou d'une autre, à conjuguer trois éléments disparates mais étroitement liés, à savoir :

- la **capitalisation financière**, source de génération de revenus qui peut être utilisée pour régler les frais d'exploitation de l'activité, réinvestie dans d'autres activités ou encore économisée.
- la **capitalisation institutionnelle**, c'est-à-dire la formation de structures qui permettent d'organiser l'activité, de constituer des réserves, de prendre les décisions quant aux dépenses ou à l'utilisation des ressources générées, et de garantir une certaine responsabilité démocratique.
- la **capacité technique** et son application.

Ces trois atouts doivent être mis en place et maintenus, faute de quoi le projet est voué à l'échec, à moins de recevoir de l'extérieur de l'aide, des fonds, un soutien ou des mesures politiques. Souvent, la partie technique et financière de l'activité est bien développée, mais elle n'a pas de base institutionnelle solide qui l'ancre dans la communauté. Dans d'autres cas, la base institutionnelle existe, mais les membres de l'activité ne possèdent pas les compétences requises pour la diriger. Tous ces points illustrent l'importance vitale de l'éducation des adultes.

L'alphabétisation, atout majeur dans une activité de développement

Il n'est certainement pas facile d'assortir les trois éléments cités plus haut. Mais la capacité décisive ici est l'alphabétisation. Dans toute activité de développement, les personnes concernées doivent gravir les niveaux successifs de compétences et élaborer, avec les responsables financiers et institutionnels, une méthode pédagogique qui leur permet d'acquérir une compétence, de l'appliquer, puis d'acquérir la prochaine. Par exemple, bien que les habitants locaux puissent être à même d'assurer le marché ou de diriger la coopérative s'ils sont suffisamment compétents et lettrés pour cela, le fonctionnement des coopératives et des entreprises repose encore fortement sur des éducateurs d'adultes qui coopèrent avec des fournisseurs de crédits et des fonctionnaires de coopératives qui analysent le marché. Les habitants locaux peuvent assumer des fonctions et des responsabilités, mais ils doivent admettre que la première étape est d'apprendre les chiffres, d'inscrire des faits, de lire des barèmes et des listes de prix. A l'étape suivante, ils commencent à additionner et à soustraire, et seulement à ce niveau ils peuvent assumer la gestion des stocks.

Les prestations d'éducation des adultes d'où les habitants tiraient toutes sortes de compétences englobent les écoles, les visites aux voisins, les programmes d'alphabétisation, les écoles coraniques, etc. Les communautés ont tiré profit de diverses manières de toutes ces sources d'apprentissage.

La leçon à tirer ici est que, pour appuyer les mesures d'autonomisation, il faut penser par rapport aux trois éléments essentiels cités plus haut. Le rôle du soutien extérieur serait alors d'assurer de bonnes conditions et des ressources. L'alphabétisation n'est pas difficile si les conditions qui permettent aux adultes de l'acquérir existent.

Assumer la responsabilité, l'autonomie et l'éducation : la situation des femmes

Le soutien dont les femmes ont besoin pour acquérir la responsabilité, l'autonomie et l'éducation est inévitablement relié à la contribution économique des femmes et à leur place dans l'économie, la politique et le marché du travail. Au niveau mondial, 67 pour cent du temps de travail est assuré par les femmes. Pourtant, les femmes

- ne reçoivent que dix pour cent des revenus mondiaux ;
- représentent deux tiers des individus privés d'une formation de base dans le monde ;
- ne possèdent que un pour cent de la propriété mondiale ;
- représentent 70 pour cent de la population nécessiteuse ou pauvre, c'est-à-dire un milliard de femmes dans le monde ;
- 65 à 90 pour cent de toutes les femmes économiquement actives dans les pays industrialisés travaillent à temps partiel, alliant vie familiale et vie professionnelle ;
- 45 pour cent des employées occupent dans le monde entier les postes les moins rémunérés, en plus des travaux domestiques ;
- les postes ministériels où sont prises les décisions sur les ressources ou le développement financier et humain sont rarement occupés par des femmes.

Il existe certes de nombreux freins à l'éducation des femmes tout au long de leur vie. En milieu rural, la charge de travail empêche les femmes de participer aux mesures d'alphabétisation ou d'éducation. D'autre part, les programmes éducatifs ne tiennent pas compte des contextes culturels des femmes. Au Niger par exemple, les femmes ont demandé que les cours d'alphabétisation et de formation technique aient lieu la nuit parce qu'elles ne voulaient pas qu'on les voie aller dans des endroits publics et donner l'impression qu'elles perdaient leur temps. Les méthodes pédagogiques ne sont pas reliées aux besoins des femmes. L'information et l'éducation en langues locales font défaut. La pauvreté des femmes et les frais croissants de l'éducation signifient qu'elles ne peuvent pas toujours financer leur formation. Souvent, elles ont besoin de l'accord d'un mari ou d'un père pour participer à des activités éducatives. Et malgré les politiques qui favorisent l'éducation des femmes et des filles, les sommes qui y sont consacrées demeurent insignifiantes.

Néanmoins, en dépit de ces obstacles économiques et éducatifs, les femmes commencent à être conscientes des possibilités de s'autonomiser. Elles sont devenues une priorité dans les discours politiques. Elles ont commencé à s'organiser elles-mêmes, portées par le courant actuel de démocratisation et de décentralisation. Les institutions financières sont plus disposées à accorder des prêts aux associations de femmes, car ces dernières obtiennent des taux de remboursement des crédits plus élevés que les hommes. Les femmes prennent leurs engagements au sérieux. De plus en plus, elles assument le rôle de chef de famille ou de nouvelles fonctions dans le cadre du développement local.

Dans ce nouveau contexte de décentralisation et de développement local où les femmes assument de nouvelles fonctions, les stratégies majeures doivent porter sur la formation des femmes à l'autonomie et à la responsabilité pour assumer leurs fonctions dans les institutions locales : la quantité de travail qui incombe aux femmes doit être réduite et partagée entre filles et garçons, entre hommes et femmes. Les femmes doivent pouvoir accéder à l'information pour se tenir au courant des nouveaux résultats dans tous les domaines. Les connaissances et les langues locales des femmes doivent être valorisées et favorisées. Les activités de développement local doivent contribuer à lutter contre la pauvreté féminine.

Les stratégies en faveur des responsabilités, de l'autonomie et de l'éducation des femmes doivent inclure :

- un engagement personnel et individuel dans le domaine de l'éducation des femmes ;
- des mesures d'information ;
- la participation à des programmes et projets éducatifs ;
- en termes de partenariat, les femmes doivent instaurer des partenariats entre elles, entre leurs organisations et entre les autres groupements et structures, afin de bénéficier de différentes formes de soutien – technique, financier et autre.

Conclusions

Cet atelier a conclu sur les recommandations suivantes en faveur de l'alphabétisation des adultes et des communautés locales :

- instaurer des programmes de développement local qui tirent enseignement et profit des autres projets en cours ;
- former les praticiens pour leur permettre de discerner les problèmes locaux du développement ;
- inciter les organismes de développement et les éducateurs à comprendre la langue de l'autre ;
- créer des institutions et des structures dans le cadre d'initiatives ;
- donner la priorité aux femmes ;
- mettre l'accent sur les trois éléments essentiels du développement local : les ressources humaines, financières et institutionnelles ;
- introduire les langues locales dans l'administration, la diffusion de l'information et l'éducation ;
- établir des liens entre éducation formelle et non formelle, et entre éducation scolaire formelle et programmes d'éducation des adultes ;
- dispenser l'alphabétisation tout d'abord en langues locales et nationales, ensuite dans les langues mondiales de communication ;
- renforcer la capacité des services publics à assumer le rôle de facilitateur, d'éducateur, de régulateur et d'agent pour un investissement local dans un système plus décentralisé. Les agents publics doivent coopérer avec les communautés locales, afin d'identifier les besoins locaux et d'y répondre avec les populations.